

Intervention



Une civilisation qui tourne : quand le loisir devient travail

Paul B. Vigneau

Volume 1, Number 2, Fall 1978

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/59273ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Intervention

ISSN

0705-1972 (print)

1923-256X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Vigneau, P. B. (1978). Une civilisation qui tourne : quand le loisir devient travail. *Intervention*, 1(2), 27–32.

Tous droits réservés © Les Éditions Intervention,

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Une civilisation qui tourne : quand le loisir devient travail

Le problème de Maurice...

En plein centre-ville de La Pocatière, sur la très commerciale quatrième avenue, imaginez un peu, bravant les décibels et l'oxyde de carbone, Maurice se lamentait tout en cheminant vers la bière du St-Louis. Il s'ennuyait de Montréal. Pragmatique, il précisa qu'il regrettait surtout de ne pouvoir baiser à son goût: deux semaines complètes d'abstinence, et pendant la belle saison! Ce goût de se reproduire...

Il travaillait ici depuis quelques semaines, tout juste le temps de se préparer un long hiver aux frais des sujets de la Reine. Le travail, ça allait, mais ça se gâtait dès la sortie: que faire avant de dormir, surtout quand personne ne mord à l'appât?

Le problème de Maurice, au sens large du terme, bien sûr, se répand dans nos sociétés industrielles avancées: comment s'occuper pendant les longs moments que nous libère un travail moins accaparant et souvent peu passionnant? Ne nous énervons pas, nous ne vivons pas encore le règne de la civilisation des loisirs. Les grands-prêtres marxistes luttent féroce-ment pour sauver ce qui reste de la civilisation du travail.

Un problème de société?

Les sociétés industrielles avancées ont réussi à réduire le temps de travail de Monsieur et Madame tout le monde. On objectera que le temps contraint, celui que l'on doit consacrer aux déplacements, aux harassantes tracasseries bureaucratiques et aux activités syndicales, gagne lui aussi du terrain. Par contre, chacun tente de le réduire à sa manière, et souvent l'imagination ne manque pas, si bien que la semaine de travail et de temps contraint régresse depuis vingt ans. N'insistons pas trop sur le double emploi, en cette période de chômage, et sur les deux heures et demie de plus que doivent passer au bureau les fonctionnaires provinciaux, qui coûtent déjà beaucoup trop cher (excusez ce cliché tout aussi éculé

que la patience des contribuables). Qui niera qu'au total, la zone de temps libre de nos contemporains ne se compare plus à celle des ouvriers que Marx observait au siècle passé.



L'ampleur prise par cette zone de temps libre risque-t-elle de perturber le développement des sociétés industrielles avancées? Tous les Maurice et les Charlotte vont-ils réussir à s'occuper sans tout perturber? S'abandonneront-ils au farniente? Cette zone de temps libre, porte-t-elle le germe d'actions potentiellement déviantes, peut-être révolutionnaires, en tout cas menaçantes pour tout régime politique?

Ça dépend comment les gens vont réagir et s'organiser, soulignera le nouveau professionnel de la gestion des loisirs. Voilà le noeud du problème, qui englobe aussi ce gestionnaire. Il apparaît dans toute sa complexité lorsque nous ajoutons aux travailleurs quelque peu libérés le nombre

dramatiquement croissant des exclus: personnes âgées, chômeurs (toujours plus jeunes) et ceux qui, cruellement marqués par la vie, ne peuvent plus travailler. La proportion des hédonistes n'est sans doute pas très élevée chez les exclus et tout ce beau monde pourrait bien se choquer et décider de tout chambarder.

Ainsi, la zone de temps libre pourrait provoquer l'apparition d'actes subversifs par rapport aux normes et valeurs dominantes d'une société donnée. Nous pouvons donc voir là un problème de contrôle social, en même temps qu'un éventuel processus de changement social. Dans quelle mesure les pratiques sociales créées par cette situation nouvelle s'orienteront-elles vers les normes de comportement socialement acceptables et dans quelle mesure en créeront-elles de nouvelles?

Au Québec?

Qualifions cette zone de temps libre de zone de temps potentiellement non réglée socialement et examinons quelques-uns de ses contours québécois. De prime abord, une multitude de comportements semblent canalisés vers la zone de comportements socialement réglés, soit par l'entremise d'organismes ou d'associations volontaires qui y trouvent un intérêt pécunier ou autre, soit par simple auto-contrôle de ceux qui se font un devoir de se conformer aux normes et valeurs dominantes de la société où ils vivent.

Les comportements de temps libre se déroulent hors du travail et de l'entretien physiologique de base. Un certain ministre d'ici se dira maintenant délégué aux loisirs, aux sports, à la détente et, sauf erreur, à la jouissance. Nous allons retrouver Maurice... Inutile de préciser que nous recouvrons là toute une gamme de comportements, de la lecture de Proust à la pratique de l'aïkido, en enjambant les cent positions, et j'en passe.

Un premier recouplement consisterait à recenser les organismes et les groupes qui s'occupent d'encadrer ces comportements. Au Québec, il faudrait tout un chapitre pour rendre compte du rôle important des organismes religieux, d'un autre pour les entreprises commerciales très florissantes dans le champ du loisir, un troisième s'attarderait aux organismes sans but lucratif et enfin, un dernier, mais non le moindre, s'étendrait sur l'intervention de l'Etat dans l'univers du temps libre. Là comme ailleurs, l'Etat remplace progressivement le clergé, tandis que l'entreprise privée empoche le magot. En effet, pendant que les curés troquaient la soutane pour l'habit, l'Etat québécois commençait à avoir les moyens de s'imposer comme maître d'oeuvre du champ des loisirs et les bénévoles ne tardèrent pas à devoir cotoyer dans la pratique de jeunes experts en loisirs, fraîchement émoulus de l'université et commandant de bons salaires.

La tentation technocratique:

Le pli technocratique pris par le Québec — l'Etat du Québec en tête — depuis la révolution tranquille s'est manifesté dans les intentions manifestes de chacun des gouvernements de mieux planifier les activités de loisir et de sport dans ce coin de planète. Toutefois, les fonds manquaient désespérément pour satisfaire ce qu'on nomme officiellement les "besoins de loisirs" des Québécois, sans oublier, bien sûr, le "besoin de ministère", si savamment ressenti par les technocrates du H.C.J.L.S. et si intensément ressenti par les divers ministres responsables ou délégués.

Depuis plus de dix ans, les écoles avec leurs professeurs maudits, les hôpitaux avec leurs médecins dispendieux et leurs infirmières débordées, et les ministères mégapolis comme celui des Affaires sociales ont drainé la majorité de nos impôts. Le reste servait au patronnage routier et à payer la bureaucratie étatique en pleine crise de croissance. A présent, avec un gouvernement à l'allure écologique, qui voudrait plaire à tout le monde, on parle avec insistance du droit aux loisirs comme on parlait de droit à la santé il y a quelques années, si bien que l'on peut supposer que l'Etat québécois s'apprête, c'est-à-dire pense avoir les moyens de contrôler le champ des loisirs.

Sous prétexte de mettre de l'ordre où l'incohérence règne et s'attaquer à une exploitation commerciale certaine, notre

"héroïque" Etat s'apprête à prendre les choses en main, si l'on se fie au dernier livre blanc sur la culture, véritable incarnation de l'idéologie — du projet — péquiste:

"Posons fermement un premier critère. Depuis les années 60, l'Etat a joué un rôle croissant dans l'évolution de l'éducation, de la santé, du bien-être. Le loisir s'inscrit dans cette tendance. L'Etat et les entreprises commerciales occupent une place déterminante; les associations volontaires et les groupes d'intérêt gravitent autour d'eux. Dans cette conjoncture, il revient à l'Etat, par ses interventions et son soutien, de contribuer à rendre aux individus et aux groupes leur responsabilité et leur liberté.

De nombreux modèles de développement sont offerts aux Etats modernes qui veulent définir leur mode d'intervention dans la réalité sociale. Sans vouloir s'enfermer dans l'un ou l'autre de ces modèles et en s'inspirant des traits originaux de notre société, le gouvernement entend jouer son rôle de deux façons: **en mettant en place des mécanismes de planification et en participant au développement des activités de loisir.** Le gouvernement veut associer l'ensemble des acteurs sociaux à la définition, à l'orientation et à la réalisation de ce développement. Ainsi, au lieu de réagir à l'action des autres agents et de cautionner, par des subventions, un développement qu'il n'a pas contribué à définir, le gouvernement doit participer directement à son orientation. Trop longtemps, en effet, l'Etat a considéré le loisir comme un champ d'action négligeable" 1.

Rarement retrouvera-t-on une profession de foi technocratique aussi bien énoncée, nuancée, mais résolue. L'Etat collaborera avec l'ensemble des acteurs sociaux concernés et continuera de subventionner les organismes, mais il contrôlera: l'Etat planifiera et gèrera une partie de la zone de temps libre, juste ce qu'il faut pour réduire les risques de perturbation sociale. Voilà un beau cas de contrôle social par l'Etat. Ce mouvement de société générera une expansion bureaucratique de l'Etat et accentuera le processus de professionnalisation du domaine du loisir, les professionnels et ceux qui doivent graviter autour veillant à la réalisation des programmes conçus par les hauts employés de l'Etat. La bureaucratisation et la professionnalisation s'associent à l'expansion du contrôle étatique.

Du côté du vécu

Inutile de trop insister sur les tentacules étatiques, Maurice pressentira sans doute une forte hausse de la taxe sur les alcools, accompagnée de l'interdiction de la cigarette et de l'imposition du jogging quotidien. Demandons-nous plutôt comment le Québécois moyen occupe son temps libre. On le sait, il boit et s'efforce de dépenser son excès de calories sur le matériel. Mais à part ça?

Laissons de côté l'astreignante tâche de recenser toutes les activités de temps libre et limitons nous à l'exploration de deux types d'activités qui accaparent le temps libre d'un grand nombre de nôtres, la consommation de sport de spectacle et la pratique d'activités physiques et sportives. Nous insisterons donc sur deux axes culturels distincts associés au monde du sport, qui souvent cohabitent dans la pratique chez les mêmes individus.

Lorsque l'un de ces types de comportement domine l'autre, nous avons tout lieu de croire que cette situation révèle l'influence de déterminants sociaux et indique, à la limite, l'appartenance à des classes sociales différentes. L'univers culturel de consommation de sports de spectacle paraît davantage associé aux milieux populaires, tandis que la pratique d'activités physiques et sportives proliférerait d'abord dans les milieux relativement plus aisés. Certes, nous n'avons pas affaire à deux univers culturels exclusifs, mais la différence de classe joue surtout contre les milieux populaires. Si l'ingénieur qui pratique le ski alpin au Mont Ste-Anne, le tennis ou le jogging au Samuel Holland se permet facilement la consommation de sport de spectacle, l'ouvrier de Limoilou, par contre, risque de plafonner à la consommation de sports de spectacle, le plus souvent à la maison devant son téléviseur, en couleurs, s'il vous plaît: question de culture, de classe? Tout cela semble lié.

La consommation de sports de spectacle

Jetons d'abord un coup d'oeil du côté de l'univers de consommation de sports de spectacle au Québec? A prime abord, nous pourrions opter pour l'une ou l'autre des deux stratégies suivantes: regarder du côté de ceux qui offrent les sports de spectacle et/ou s'attarder à ceux qui les consomment. Par exemple, nous nous attarderions alors au fonctionnement des organisations qui possèdent et gèrent des équipes qui vendent des spectacles spor-

Dans ce cas, nous passerions difficilement outre les brasseries qui s'appliquent à diversifier systématiquement leurs intérêts en ce qui leur tombe sous la main, des équipes de hockey (Molson vient de racheter les **Canadiens** et O'Keefe contrôle déjà les **Nordiques**) aux équipes de football (Labatt possède les **Argonauts de Toronto**), sans oublier confiseries et laiteries (Labatt a acquis Laura Secord et quelques laiteries du Nord-Ouest québécois). Ces brasseurs prévoient une baisse des ventes de bière, éventuellement accentuée par l'interdiction de leur publicité à la télé et à la radio.

La seconde stratégie pourrait nous mener à une enquête auprès des adultes d'ici. Nous les interrogerions sur les activités de temps libre et mesurerions ainsi l'importance et le type de consommation de sports de spectacle qui les intéressent. Il ne nous manque après tout que la modique somme de \$100,000.00, une vingtaine d'enquêteurs et une couple d'années pour réaliser ce projet.

Après une angoissante réflexion, nous avons renoncé à ces deux stratégies. Nous en avons donc imaginé une autre, l'analyse de l'information sportive. Chacun sait que l'information sportive aide à vendre les sports de spectacle.

On ne souligne pas assez l'importance du temps et de l'espace consacrés à l'information sportive dans les divers media. Pensons-y un peu, chaque bulletin d'informations est irrémédiablement suivi des nouvelles du sport. Après le film des plus récentes boucheries du Liban ou de l'Afrique, des éternels étirements buccaux d'un Chrétien ou de la dernière radiographie pulmonaire d'un Lévesque, le Québécois moyen se remettra des horreurs du monde en contemplant les buts du Canadien ou les longues passes du quart-arrière des Alouettes de Montréal.

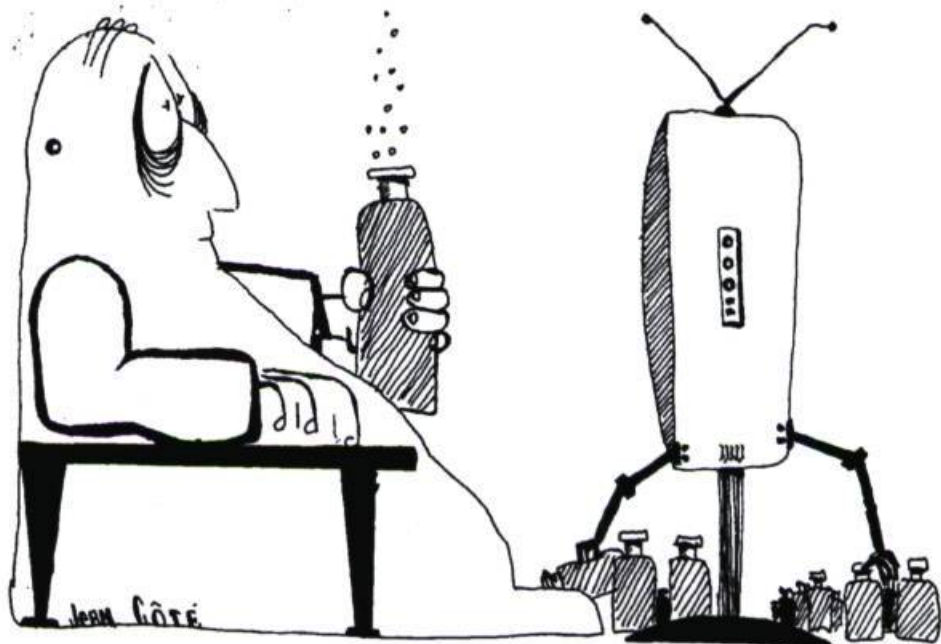
Nous n'avons pas les moyens de mesurer le temps réservé aux sports à la télé et à la radio — il est très important — nous ne retiendrons que cet indicateur privilégié que constitue l'information sportive dans les journaux québécois.

Une analyse récente de la presse écrite au Québec 2 nous dévoile quelques données intéressantes. Les quotidiens québécois — francophones et anglophones — consacrent 26% de toute l'information non commanditée qu'ils publient au monde du sport, équitablement répartie entre le sport professionnel et le sport amateur. Si l'on ne retient que les quotidiens fran-

cophones, le sport professionnel grimpe à 16% (une mesure d'aliénation?) tandis que le sport amateur se maintient. Nous approchons de la "parole divine" lorsque nous examinons la proportion du sport dans les quotidiens du matin: 39% dont un très respectable 24% baignant en plein professionnalisme; et dire que **Le Devoir** fait partie de cette catégorie!

Les hebdomadaires du dimanche ne donnent pas leur place avec un menu sportif accaparant 34% de l'information non commanditée avec une copieuse portion

que les plus importants, permettent à leurs fidèles de s'abreuver abondamment à la parole sportive, question de ne pas perdre la foi... Tout y passe: description des derniers exploits des artistes du bâton, de la palette, du ballon ou du matériel, commentaires plus ou moins critiques sur l'actualité sportive ou l'on nous répète, par exemple, que l'on ne devrait pas entacher le sport avec la politique; il y a de quoi remuer les cendres d'un Démos-thène... et surtout les résultats de la veille, les classements, bref tout pour transmettre l'angoisse du lendemain: les Exposées vont-elles réagir? les Canadiennes "bat-



très professionnelle de 21%. Ceci dit, le sport amateur reçoit une meilleure couverture de la part des journaux périphériques, sans doute guidés par leur vocation locale, les équipes professionnelles s'exécutant dans les grandes villes. Le sport, particulièrement le sport professionnel, prolifère dans les journaux métropolitains: 27% à Montréal dont 14% pour le sport professionnel, 22% bien réparti à Québec et 20% dans le "tiers-monde" québécois avec seulement 9% de professionnel.

Avant de nous noyer dans cet océan de statistiques, essayons de voir clair. Nous n'aurons pas besoin d'utiliser le microscope pour nous apercevoir que "La Mecque" des sportifs se retrouve dans les quotidiens du matin et dans les hebdomadaires du dimanche. Le **Journal de Montréal**, et son petit frère de Québec le **Montréal-Matin** et le **Dimanche-Matin**, pour ne nommer

tront-elles" les Brunettes de Boston, les Oiseaux distanceront-ils les Lions?

Savoir distraire...

Quand on y a goûté, on se passe difficilement de cette nourriture quotidienne. Bientôt, un grand empereur décorera ces hommes qui se dévouent dans l'ombre en secondant admirablement propriétaires, publicistes et athlètes qui consacrent souvent leur vie aux spectacles sportifs. "Pour avoir si bien distrait vos contemporains d'un quotidien trop souvent sans éclat et de la complexité croissante des problèmes que notre monde moderne doit affronter, je vous intronise Chevalier O'Keefe et vous décore de la médaille Valium 10, déclarera du haut de son trône Bocca second, dit le dur.

Si ça occupe son homme, surtout son homme, ça le limite peut-être. Les pages:

sportives remplissent ainsi une fonction bien précise en socialisant une partie du temps libre de nombreux individus. Elles le font en dérivant l'attention et les énergies des individus vers un univers parallèle et englobant, avec ses mythes, ses héros et ses symboles. Ceux qui dirigent les sociétés industrielles avancées ne s'en plaignent pas trop puisque seuls les cerveaux semblent indispensables. Après tout, si tout le monde s'imaginait pouvoir dire son mot sur le développement de la société, où irions-nous? Seuls nos vaillants péquistes doivent laisser croire aux gens que c'est à leur tour de se laisser parler pays. Remarquez que ça change des discours sur la chute du dollar canadien et des efforts répétés du gouvernement central pour relever notre économie défaillante, dégoulinante, déprimante.

Si les exclus ne cessent d'augmenter, les autorités devront bien encourager ceux qui prennent l'initiative d'occuper les gens qui méritent de vivre par leur unique vertu de consommateur. Dans cette optique, nous ne pouvons que féliciter notre vaste industrie du sport de spectacle qui vend des sensations à si bon compte.

Nous saisissons mieux l'impact des pages sportives en nous attardant au tirage des journaux qui misent beaucoup sur le sport. Le **Journal de Québec** et ses semblables font partie des journaux de facture populaire, définis généralement par les quelques caractéristiques suivantes: format tableauïdal, fragmentation des nouvelles, prolifération des titres (en gros caractères) et sous-titres, photographies nombreuses, emphase sur les faits divers (meurtres, viols, incendies, etc.) et les sports, recherche du détail morbide ou caché, sans cesse à l'affût du sensationnel, absence de synthèse et disons-le, pas intellectuel pour cinq cents. De lecture très facile, ces journaux connaissent au Québec un essor fantastique depuis 1965, accentué au tournant des années soixante-dix. Ainsi, le **Montréal-Matin** augmentait son tirage de 55% de 1960 à 1965 pour ensuite perdre 15% de sa clientèle de 1970 à 1976. Cette légère baisse ne s'explique que par l'invasion de la drogue Péladéau avec le **Journal de Montréal** qui passait de 69,153 exemplaires en 1970 à un très honnête 162,428 six ans plus tard, pour une hausse sensible de 135%. Pendant ce temps, son siamois de Québec, atteint lui aussi d'éléphantiasis, augmentait son poids de 11,796 à 45,395 unités, ce qui équivaut à un gain de 285%! Quant au **Devoir**, journal classique (intellectuel ou bourgeois) par excellence (classification rigoureuse des informations selon des catégories bien précises, présentation de synthèses et d'analyses, importance très relative aux faits divers, politi-

que éditoriale clairement définie, présentation sobre mais soignée et lorsqu'il s'agit d'un journal à fort tirage, souci de plaire à tout le monde avec, par exemple, une section sportive de qualité), il pliait l'échine à partir de son sommet de 1965, 48,284, ne trouvant plus que 28,922 preneurs en 1976. Cette véritable révérence témoigne de l'essoufflement de la Révolution tranquille et des quelques balbutiements d'un certain **Jour**. De 1970 à 1976, **La Presse** perdait aussi quelques plumes, perdant 16% de ses lecteurs avec une baisse de 218,192 à 184,155 copies. A la même époque, **Le Soleil** voyait 10% de ses fidèles "défroquer", la distribution de ses "offrandes" déclinant de 155,876 à 140,397.

Pitié pour Maurice!

Si ça continue, Maurice se prépare toute une indigestion de statistiques et il dégoillera cet article là où vous savez. Ce répit lui permettra sans doute de gober quelques morceaux de plus. Notons que les journaux du matin de facture populaire que nous avons considérés précédemment, ne cessent de gagner des adeptes. En pleine érection sur le sport, le **Journal de Montréal**, le **Montréal-Matin** et le **Journal de Québec** totalisaient en 1976 quelques 329,226 acheteurs, auxquels nous pourrions ajouter les 231,430 du **Dimanche-Matin**, lui aussi fort préoccupé de sport. Nous demeurerons cependant sur le terrain des quotidiens pour nous rendre compte que les journaux de facture plus "bourgeoise", **Le Devoir**, **La Presse** et **Le Soleil** devançaient tout juste les trois premiers avec des ventes de 353,474 copies la même année. Mais le mouvement de bascule semble irréversible. Depuis 1960, les quotidiens du matin se rapprochent de ceux de l'après-midi; en 1960, les premiers n'accaparaient que 24% des ventes, pourcentage qui grimpaient allégrement à 41% en 1976.

Les longues grèves à **La Presse** et au **Soleil** n'ont certes pas réduit cette tendance. Cela, même si **La Presse** et **Le Soleil** ont toujours porté une grande attention au sport; seul le **Devoir** boude quelque peu l'actualité sportive.

Ces gains importants de la presse populaire laisse supposer que les milieux populaires partagent leur plaisir avec d'autres couches de la population. Sans avoir d'enquête scientifique sous la main, qui-conque affirmera sans peine qu'à peu près tout le monde lit ou en tout cas feuillette les journaux de facture populaire. Inutile de réferer à Marx ou Mao pour constater, encore là, que la barrière de classes défavorise les milieux populaires qui plus que les autres risquent de plafonner à la lec-

ture du **Journal de Québec**. De plus, n'oublions pas que les quotidiens comme **La Presse** et **Le Soleil**, voyant chuter leurs ventes, accordent une part de plus en plus importante au sensationnel. Lors de leur récente grève, les journalistes du **Soleil** ont publiquement accusé le rédacteur en chef Claude Beauchamp de trop mise sur le sensationnel. Par exemple, **Le Soleil** avait littéralement déclassé le **Journal de Québec** dans sa couverture de l'affaire Marie-Andrée Leclerc avant la grève. Ces grands quotidiens se doivent de plaire au plus grand nombre pour survivre...

Ces quelques pistes tendent à confirmer les vues de plusieurs, à savoir que le sport constitue le nouvel opium du peuple. En effet, tout porte à croire que nous avons affaire là à un excellent dérivatif qui sert, tant à l'Est qu'à l'Ouest, de puissant instrument de contrôle social. Ici, le sport de spectacle (le sport professionnel, et le sport amateur dans ses habits olympiens ou son simple complet de l'Ouest canadien) et sa couverture assidue dans les media d'information, en particulier dans les journaux de facture populaire, accaparent une partie du temps libre de toute une fraction de la population, surtout masculine et sans doute proportionnellement plus importante dans les couches populaires.

Et la pratique d'activités physiques et sportives?

Si beaucoup de Québécois consomment en quantité presque industrielle des sports de spectacle, un nombre croissant de jeunes et de moins jeunes se délient les muscles par la pratique d'activités physiques et sportives. Dans la foulée du mouvement fédéraliste "Participe-Action", suivi quelques années plus tard de sa très provinciale imitation "Kino-Québec", plusieurs des nôtres recourent à cette nouvelle médecine préventive.

Une médecine préventive

Au Québec, peut-être plus qu'ailleurs, l'Etat a investi massivement dans le champ de la santé au cours des années soixante et au début des années soixante-dix. Si l'accès aux soins de santé pose beaucoup moins de problème qu'auparavant grâce à l'assurance-maladie, les experts ont douloureusement constaté, statistiques à l'appui, que l'état de santé des Québécois ne s'améliorait guère, la maladie se portant à merveille. Encore une fois, les experts fédéraux prenaient l'initiative d'innover en affirmant fort justement que nous devions dépasser la conception de la santé qui avait animé les réformes du Québec. Le concept de santé

globale qui tient désormais compte de la biologie humaine, de l'environnement, des habitudes de vie et de l'organisation des soins de santé, devait remplacer le vieux concept de santé absence de maladie. Ici, et pour cause, nous avions d'abord investi dans les médecins et autres professionnels de la santé de même que dans l'organisation des soins. Mais, la santé ne s'améliorant guère, la publication de Marc Lalonde — le sosie, en plus laid, de notre cher premier ministre, et grand technocrate du régime fédéral actuel — "Nouvelles perspectives de la santé des Canadiens" (1974), allait faire son chemin.

En gros, les médecins conservaient leur champ, le corps humain, les technocrates contrôlaient déjà l'organisation des soins, il ne restait plus qu'à développer la bureaucratie gouvernementale et la professionnalisation des deux autres champs couverts par le nouveau concept de santé, l'environnement et les habitudes de vie. Il nous fallait donc de nouveaux experts pour planifier et mettre en branle de nouveaux programmes.

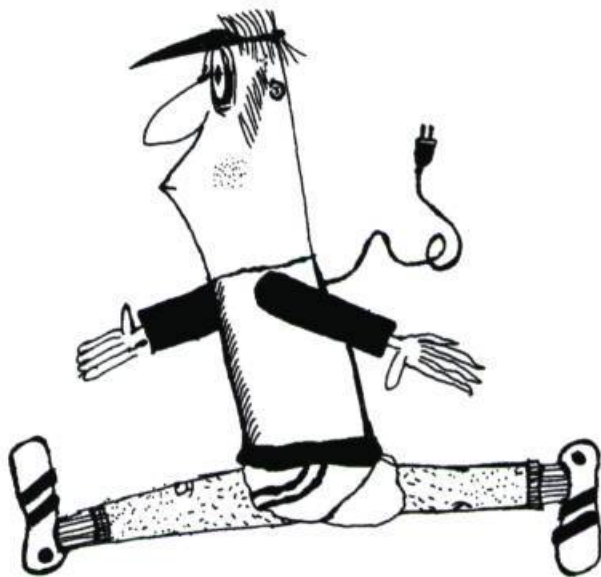
La santé au travail devint prioritaire et la médecine industrielle allait être encouragée. Le nouveau gouvernement provincial clame bien haut ses préoccupations écologiques. On surveillera mieux l'environnement. La qualité de la vie, désormais, devrait primer. D'autres recherches se poursuivent sur certaines habitudes de vie comme le tabagisme. Une propagande fédérale, assez bien articulée, a tenté de diminuer ce type de consommation. On note un fléchissement des ventes, mais les compagnies de cigarettes sont en voie d'offrir à leurs fidèles clients des cigarettes propres, propres, propres. Ah, ces bienfaits de l'écologie! On a aussi constaté que les Canadiens, et les Québécois s'imposent une fois de plus, mangent mal et gonflent prématurément. Trop de doudous, pantoufles et alcooliques personnages épaississent à vue d'oeil devant leur téléviseur.

Nos Batman du fédéral ont vu là une autre bonne occasion de prendre l'initiative grâce à leurs goussets bien remplis. "Qu'ils pratiquent des sports ou des activités physiques, ça les occupera et ça les motivera peut-être même au travail", songea sans doute l'aigle Lalonde. **Participe-Action** était lancé et un bon nombre d'éducateurs physiques et de gestionnaires en loisir allaient connaître des jours meilleurs. Vive le sport...

Au Québec, le nouveau ministre de la détente, celui qui aime prendre son temps, notait dans son livre vert, mal documenté sur ce point, la très faible participation de ses compatriotes aux activités physiques et sportives. Consacraient-ils

trop de temps à la détente? Notre jeune ministre ne pouvait, lui non plus, laisser le fédéral agir de manière si incohérente dans son royaume — c'est-à-dire conserver l'initiative — avec des programmes comme **Participe-Action**. Le lecteur des livres verts ou blancs du gouvernement indépendant aura remarqué qu'un élément

trop s'étendre sur les faiblesses de leur travail, il conviendrait de souligner quelques interrogations sur le choix d'une enquête par téléphone, sur le faible taux de réponses de certaines parties de l'échantillon (à peine 60%) et l'absence de commentaire des chercheurs sur ce point, sur le manque de filiation avec



fondamental de leur rhétorique consiste à démontrer que l'incohérence, quelle qu'elle soit, vient surtout de l'intervention du fédéral.

En tout cas, le Québec allait lui aussi encourager la pratique du jogging à coup de subventions par le lancement de "Kino-Québec". Mais ce phénomène ne s'explique pas que par la simple volonté politique, même si elle y semble constamment rattachée. La prolifération de l'infrastructure sportive, elle aussi subventionnée par les divers paliers de gouvernement, ne pouvait que faciliter la pratique d'activités physiques et sportives.

Ce souci de la mesure!

Tout bon ministère doit pouvoir mesurer l'ampleur de tel ou tel phénomène afin de pouvoir ajuster ou modifier ses politiques s'il y a lieu. La gestion technocratique impose ces démarches. Comme les données faisaient cruellement défaut, notre ministre à la chevelure abondante, technocrate par surcroît, commanda une enquête nationale sur la "participation des Québécois aux activités de loisir" ³.

Que nous apprend cette enquête réalisée conjointement par le H.C.J.L.S. et la firme "Sorecom inc"? En premier lieu, à nous méfier d'une recherche pareille ou, du moins, de ceux qui l'ont réalisée. Sans

les recherches précédentes sur le sujet et l'absence de toute auto-critique des auteurs sur leur produit en général, mais surtout sur certains résultats pour le moins surprenants, comme ce goût de la lecture étrangement développé dans l'Est du Québec et cette passion des musées dans la région du Bas St-Laurent (68% de la population locale fréquenterait au moins un musée avec une fréquence d'environ 1.5 par an; les directeurs des quelques musées de la région l'apprendront avec étonnement!). Ils n'auraient donc pas tenu compte de la sur-estimation de certaines pratiques socialement bien vues et la sous-estimation de certaines autres socialement moins bien vues.

L'enquête visait à mesure les différences de comportements de loisir entre régions administratives et entre sous-régions. En laissant tomber le Nouveau-Québec, les Inuits ne parlent peut-être pas encore assez le français ou boudent-ils encore Bell Canada, les chercheurs ont divisé chaque région administrative en deux sous-régions, sauf Montréal (5) et Québec (3).

Une autre pluie de données...

Nous n'avons retenus que les résultats, surtout globaux, qui semblaient le moins contestables et qui apportaient le plus d'éclairage à nos propos.

Tenant compte d'une certaine marge d'erreurs possible, voici les cinq activités physiques et sportives les plus populaires au Québec: la bicyclette (31^o/o des Québécois pratiquent cette activité en moyenne 13 fois par mois en saison), le ski de fond (25^o/o avec fréquence mensuelle de 7.1), la natation dans une piscine extérieure (23^o/o et fréquence de 5.3), la pêche (23^o/o et fréquence de 5.0) et la natation dans un lac ou une rivière (22^o/o et fréquence de 8.3). Suivent ensuite dans l'ordre, la pratique du jogging (15.6^o/o et fréquence mensuelle de 12.1), la raquette (15.2^o/o et fréquence de 5.6), le patinage extérieur sur glace (15.1^o/o et fréquence de 5.6), la natation intérieure (14.8^o/o et fréquence de 5.2) et en dixième place nous retrouvons la bruyante motoneige avec 12.5^o/o d'adeptes récidivant 9.4 fois par mois en saison. Notons que la marche avait été écartée ou oubliée dans la liste de choix des activités.

Le cyclisme, le ski de randonnée, la natation et le jogging font de plus en plus tâche d'huile au Québec. La pêche conserve sa grande popularité dans les régions périphériques et séduit un nombre croissant d'urbains. L'enquête ne nous fournit cependant pas de données sur le statut socio-économique de ceux qui s'adonnent à ces activités les plus populaires. Nous devons les estimer un peu plus loin.

Les motifs: ludique versus santé

Qu'est-ce qui motive les Québécois à pratiquer ces différentes activités physiques et sportives? L'enquête a permis de confronter les mobiles ludiques aux mobiles Lalonde (médecine préventive). Le ludique domine allègrement chez les pêcheurs, chasseurs, adeptes de la motoneige, skieurs alpins, nageurs, golfeurs et quilleurs tandis que la quête ou le maintien de la santé inspire les marcheurs, coureurs (jogging), skieurs de randonnée et cyclistes. Les raquetteurs semblent les plus déchirés entre ces deux sources de motivation.

Les activités associées à une forme de médecine préventive semblent donc en pleine expansion. Les citoyens bien intégrés doivent maintenant se soucier de leur état de santé, qui coûte si cher à l'Etat. Vivre en santé, c'est mieux vivre, nous rappelle-t-on. Toutes ces pratiques de santé se répandent davantage dans les milieux aisés tout en gagnant de larges couches de notre population, en parti-

culier dans les classes moyennes. Les pauvres se sentiraient-ils plus en santé que les riches? Des études ⁴ ont démontré la relation inverse. Une fois de plus, les milieux populaires semblent pénalisés par un accès problématique à cette forme de médecine préventive. Par contre, ils consomment beaucoup de médicaments!

Une autre barrière à franchir

L'enquête sur la participation des Québécois aux activités de loisir nous donnent un bon indice de cette nouvelle barrière de classe. Sur la populeuse île de Montréal, c'est devenu une évidence, les milieux populaires se concentrent dans la partie est et les milieux aisés se localisent en majorité dans la partie ouest. Nous venons d'identifier les sous-régions 1 et 2 de la région administrative montréalaise. Bien sûr, le risque d'erreur est élevé, mais les résultats paraissent fort révélateurs: 10^o/o plus de participation dans l'ouest pour la bicyclette et le ski de fond, et 6^o/o de plus pour le jogging. Le coût des 10 vitesses, celui des équipements de ski de randonnée et de l'automobile qu'il faut pour se rendre aux divers centres, désavantageraient les milieux populaires aux dépens des milieux plus aisés.

Quand le loisir devient travail

Au-delà des différences sociales, interrogeons-nous sur le sens des activités physiques et sportives axées sur la médecine préventive ou le ludisme. En grossissant quelque peu les extrêmes, on pratiquerait les premières précisément pour se tenir en forme, en santé, tandis qu'on s'adonnerait aux secondes pour le simple plaisir de les pratiquer. Le jogging et le ski de randonnée en troupeau se remuant au son de "piste" prennent l'allure d'un second travail, non rémunéré celui-là. Cette activité rationnelle en vue d'une fin ne prend donc son sens que par le capital de santé qu'elle permettrait d'accumuler. Et tout cela pour une meilleure efficacité de neuf à cinq et, espérons-le, aussi au lit.

Le pêcheur et le chasseur prennent leur plaisir à tâter la truite ou à poursuivre le gibier. Ils n'ont pas à s'interroger sur le sens de leur action puisque l'action est complète en elle-même, sauf pour celui qui vit de sa pêche ou de sa chasse. Le sportif, lui, vit de son plaisir de pêcher ou de chasser.

Que signifie cette mutation culturelle

sinon que l'extension de la zone de temps libre porte très paradoxalement en elle la passion retrouvée des activités de travail que dorénavant l'on contrôle soi-même. Retrouvons-nous donc le sens du travail et de l'effort pendant notre temps libre? Ne le demandez pas qu'aux sportifs, demandez-le au fonctionnaire qui s'éreinte sur sa petite terre, au militant d'En lutte qui se tue pour la bonne cause, à l'écologiste qui cherche à exterminer toute trace de pollution, au macrobiotique qui ne cesse de maigrir ou au motard qui répare sa moto plus souvent qu'il n'en jouit. Vive le travail!

Seuls les milieux populaires les plus démunis semblent les moins menacés par ce changement social étrangement porteur d'un renouveau du culte du travail et propagé, dans sa forme sportive, par des directeurs de compagnie au cœur menacé et aux employés peu motivés, et par toute une génération de jeunes professionnels. En tout cas, les industries sportives s'en porteront sûrement mieux tandis que les milieux populaires risqueront encore plus que les autres de plafonner à la consommation de sports de spectacle. Dans les deux cas, le contrôle social se maintient "en bonne forme" et la société s'adaptera aux petits étirements des écologistes et des autres.

Et Maurice dans tout ça?

Dans son âme de prolétaire Maurice rira sans doute à la pensée de voir suer bourgeois bedonnants et marxistes enragés pendant que lui boit une dernière bière avant de jouer quelques notes sur le maracas...

PAUL VIGNEAU

Références:

1. Sous la direction du ministre d'Etat au développement culturel, **La politique québécoise du développement culturel**, vol. 2, Gouvernement du Québec, 1978, p. 197-198.
2. Multi-Réso inc., **La Presse écrite au Québec: bilan et prospective**, Ministère des communications, Québec, 1977.
3. Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, **Participation des Québécois aux activités de loisir**, Gouvernement du Québec, 1978.
4. Cf. Yannick Villedieu, **Demain la santé**, Québec science éditeur, 1976.